

Table des matières

Introduction	3
--------------------	---

Titre premier Naissance et évolutions du Conseil constitutionnel

Chapitre 1 Le cadre d'apparition de l'institution

Section 1. Un cadre multiple	7
I. Le cadre historique : l'État légal	7
A. L'ambiguïté de la Déclaration de 1789	8
B. La continuité des solutions constitutionnelles : la souveraineté du législateur	10
1. La première exception : les Constitutions bonapartistes.....	10
2. La seconde exception : la Constitution de la IV ^e République	11
II. Le cadre intellectuel : l'État de droit.....	14
A. L'État de droit dans la pensée juridique européenne.....	15
B. L'État de droit en France	17
III. Le cadre géographique : le modèle européen de justice constitutionnelle.....	18
A. Le rejet du modèle américain.....	20
1. Les raisons de fond.....	22
2. Les raisons institutionnelles	23
3. Les raisons politiques	25
B. Les caractéristiques du modèle européen	29
1. La place de la Cour dans l'appareil institutionnel et juridictionnel de l'État	29

C. Les modalités du contrôle exercé par la Cour.....	35
1. Les autorités de saisine.....	35
2. Le moment de la saisine.....	37
3. L'objet et les effets de la saisine.....	38
Section 2. Le cadre dominant : l'histoire.....	40
I. Le Conseil constitutionnel est exclusivement conçu comme un instrument de rationalisation du régime parlementaire.....	41
A. Le Conseil constitutionnel, gardien de la cohérence de la Constitution matérielle : la soumission obligatoire des règlements des assemblées et des lois organiques.....	43
B. Le Conseil constitutionnel, gardien du domaine réglementaire contre les interventions intempestives du Parlement	45
II. Une telle conception se reflète dans les principales caractéristiques du système mis en place	48
A. Une saisine limitée	49
B. Des freins à la politisation limités	50
1. À la politisation des juges	51
2. À la politisation des décisions.....	57

Chapitre 2

La sortie hors du cadre

Section 1. Une dynamique nouvelle	60
I. Une dynamique propre : La décision du 16 juillet 1971	60
II. Une dynamique insufflée : la révision constitutionnelle du 29 octobre 1974.....	63
III. Une dynamique prolongée : la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008	68
A. Un champ d'application limité.....	71
B. Une saisine indirecte par les justiciables	73
Section 2. Des caractéristiques en voie de modernisation.....	77
I. La désignation et le statut des membres du Conseil	77
A. La désignation des membres du Conseil	77
B. Le statut des membres du Conseil.....	78

II. La procédure suivie par le Conseil.....	83
III. La diversité des activités du Conseil.....	88

Chapitre 3

Le nécessaire recadrage

Section 1. L'enrichissement de la théorie de l'État de droit.....	93
Section 2. La généralisation actuelle de la justice constitutionnelle	95
Section 3. Le Conseil constitutionnel d'aujourd'hui, juridiction constitutionnelle européenne à part entière ?	96

Titre deuxième

Les méthodes du Conseil constitutionnel

Chapitre 1

La construction d'un bloc de constitutionnalité

Section 1. La sélection des normes de référence.....	102
I. Les normes dont le respect est contrôlé	103
A. La Constitution <i>stricto sensu</i>	103
B. Le Préambule de la Constitution de 1958.....	105
1. La Déclaration de 1789.....	105
2. Le Préambule de la Constitution de 1946.....	107
3. La Charte de l'environnement de 2004.....	110
4. Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.....	111
C. Les principes et objectifs de valeur constitutionnelle	118
D. Les lois organiques.....	122
II. Les normes dont le respect n'est pas contrôlé.....	124
A. Les règlements des assemblées.....	125
B. Les traités et accords internationaux ainsi que le droit dérivé adopté sur leur fondement	126
1. Les contours exacts de l'exclusion	130
2. La portée de l'exclusion.....	134

Section 2. La conciliation des normes de référence	137
I. L'exclusion de toute hiérarchie formelle	139
II. L'admission d'une certaine hiérarchie matérielle.....	141

Chapitre 2

Les techniques de contrôle

Section 1. Les moyens d'inconstitutionnalité.....	147
I. Préludes théoriques	148
A. Prélude n° 1 : la transposition des cas d'ouverture du recours pour excès de pouvoir est-elle légitime ?.....	148
1. Les arguments en faveur de la transposition	148
2. Les difficultés et limites de la transposition.....	149
B. Prélude n° 2 : l'importation de certains moyens de contrôle exercés par les Cours constitutionnelles ou quasi constitutionnelles européennes est-elle légitime ? Le contrôle de proportionnalité	153
1. Une définition en forme de triptyque	154
2. Un domaine d'application large	155
II. Présentation des solutions jurisprudentielles.....	156
A. Les vices de constitutionnalité externe.....	158
1. L'incompétence	158
2. Le vice de procédure	166
B. Les moyens de constitutionnalité interne.....	172
1. La violation directe de la Constitution et l'erreur de droit	173
2. Le contrôle de la qualification juridique des faits	179
3. Le détournement de pouvoir.....	186
4. Le contrôle de proportionnalité	189
Section 2. L'interprétation de la loi : les réserves.....	210

Chapitre 3

La décision rendue par le Conseil

Section 1. La reconnaissance de l'autorité de chose jugée	217
Section 2. La portée de l'autorité de chose jugée.....	218

I. Les destinataires de la chose jugée : la portée absolue des décisions du Conseil.....	218
II. L'objet de la chose jugée : la portée relative des décisions du Conseil	220
III. La cause de la demande, source possible de restriction de la portée de la chose jugée ?	225

Titre troisième

Les normes soumises au contrôle du Conseil constitutionnel

Chapitre 1

Les normes contrôlées

Section 1. Les lois ordinaires.....	231
I. Toutes les lois.....	231
II. Toute la loi	235
Section 2. Les règlements des assemblées et les lois organiques.....	237
Section 3. Les engagements internationaux.....	237
I. Les deux voies du contrôle.....	237
II. L'objet du contrôle : la constitutionnalité du contenu de l'engagement à l'exclusion de celle de sa procédure de conclusion	238
A. L'exclusion du contrôle de la procédure de conclusion de l'engagement international	238
1. Lorsque le contrôle est exercé par voie d'action	238
2. Lorsque le contrôle est exercé par voie d'exception	241
B. Le contrôle du contenu de l'engagement international	242

Chapitre 2

Les normes exclues du contrôle

Section 1. Les lois promulguées contestées dans le cadre d'une saisine <i>a priori</i>	245
I. Un principe de non-contrôle : la jurisprudence antérieure à 1985	246
II. Des possibilités de contrôle élargies : le droit postérieur au revirement de 1985	249
Section 2. Les lois référendaires.....	254
Section 3. Les lois constitutionnelles	262
Conclusion	269

Tableau des abréviations

Index alphabétique des matières